



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article897>

Une Constituante, vite !

- Qu'est-ce que la démocratie ? - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : lundi 25 août 2014

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Les prises de position d'Arnaud Montebourg et Benoit Hamon, suivies par la démission du gouvernement, les luttes de pouvoir au sein de l'UMP, la démission de Jean-Luc Mélenchon de la coprésidence du Parti de Gauche, marquent cette rentrée politique. Nombreuses sont déjà les déclarations qui parlent d'une crise politique, feignant d'ignorer que la crise dure depuis longtemps déjà.

Car, si le système politique semble doté depuis des décennies d'une grande stabilité, c'est tout simplement parce que la légitimité de l'exécutif ne résulte que d'une élection particulière -la présidentielle-, donnant un pouvoir sans contrôle à une sorte de monarque électif. C'est aussi parce que le système européen détruit toute souveraineté populaire, ne laissant aux autorités nationales que le droit d'appliquer les orientations de Bruxelles, aux citoyens et à leurs élus que le droit de se soumettre à des obligations définies en dehors d'eux. Le phénomène est encore accentué, comme l'élection de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne l'a prouvé, par la tendance des groupes politiques européens à rechercher le consensus au détriment d'affrontements politiques pourtant bien normaux en démocratie. **Où est alors la légitimité des élus ?**

La vraie question politique aujourd'hui est celle de la démocratie. Dans un vrai système démocratique, les pouvoirs exécutif et législatif sont séparés et s'il y a solidarité gouvernementale, il y a aussi responsabilité de l'exécutif vis-à-vis du Parlement. Certes, si ce dernier principe est théoriquement en vigueur, chacun sait que les parlementaires de la majorité sont soumis aux diktats du Président, du gouvernement et du parti -l'ensemble des acteurs politiques l'étant par ailleurs désormais à une économie financiarisée sans contrôle - sans possibilité de contester sous peine d'être sanctionnés comme traîtres.

La crise est donc bien celle du système politique et non celle créée par les agitations de tel ou tel. Les événements économiques et sociaux lui donnent simplement plus de visibilité qu'auparavant. La sortie de crise demande de redonner sens à la liberté des citoyens et à la souveraineté populaire. C'est pourquoi nous demandons, depuis 2007, l'élection au suffrage universel d'une Assemblée Constituante en France. Celle-ci doit être l'expression de la dynamique collective des citoyens et non l'expression d'un parti ou d'un individu, quelle que soit sa valeur. Elle doit rassembler les démocrates autour d'un projet qui permet l'expression des aspirations sociales des citoyens. La survie même du pays et de nos libertés est à ce prix.